

AKTUELL

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT

Avec les ONG, pour le climat

Raymond Klein

Soutenir les pays en développement face au défi climatique, c'est l'objectif du nouveau partenariat entre ministère de l'Environnement et ONG de développement.

« Désormais, il y en a qui freinent. » C'est une des conclusions que Carole Dieschbourg tire de la conférence climatique intermédiaire qui vient d'avoir lieu à Bonn. Elle regrette que les États-Unis, qui en amont de la conférence de Paris en décembre 2015 allaient de l'avant avec la Chine et l'Union européenne, aient changé de politique. Notamment en ce qui concerne le financement de la transition énergétique dans les pays

celle-ci étant loin en dessous des 0,7 pour cent du PIB sur lesquels ils se sont engagés.

L'aide luxembourgeoise ira à des projets d'ONG qui bien entendu ne peuvent pas déjà bénéficier d'un financement du ministère de la Coopération, et remplissent certains critères génériques tels que la conformité au développement durable ou l'existence d'un besoin. Mieux, le ministère a prévu une liste négative, excluant de tout cofinancement certains types de projets : centrales nucléaires et au charbon, projets de grands barrages et de biocarburants. Des exceptions sont faites pour les deux derniers s'ils démontrent leur compatibilité avec le développement durable, notamment en respectant les intérêts des habitants des lieux. « Nous ne voulons pas de projets contre-productifs, mais une cohérence de nos politiques », insiste Dieschbourg.

Ceux qui trinquent

Interrogée par le woxx, la ministre a écarté l'idée que ces projets serviraient de « flexible mechanism », c'est-à-dire permettraient au Luxembourg de racheter les insuffisances de son engagement climatique national. Dieschbourg a assuré que désormais, les engagements de réduction de CO₂ pourront être tenus grâce aux efforts importants en matière de politique climatique nationale.

« Ces projets ne sont pas de la générosité à nos yeux, mais la réparation de notre dette climatique », explique Dietmar Mirkes de l'ASTM. Le projet de son ONG doit aider des populations au Burkina Faso, mal préparées aux conséquences du changement climatique, à développer de nouvelles pratiques agricoles. Quant au projet de la Caritas, présenté par Michael Feit, il soutient des paysans habitant sur des îles fluviales au Bangladesh. Des projets comme ceux-ci, tournés surtout vers l'adaptation, sont financés à 100 pour cent par le gouvernement. La ministre explique que par le passé, la plupart des projets étaient consacrés à la réduction des émissions, donc à l'atténuation du changement climatique, plutôt qu'à l'adaptation à celui-ci. C'est cette lacune qu'elle souhaite ainsi combler.

en développement. « Il est d'autant plus important que nous tenions nos engagements », martèle la ministre de l'Environnement. Et quoi de mieux pour prouver sa détermination que cette conférence de presse, lundi dernier, présentant un partenariat pour le climat avec des ONG de développement ?

Le gouvernement cofinancera des projets climatiques de préférence dans les pays partenaires du ministère de la Coopération, dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires, explique Dieschbourg. Sur les 120 millions d'euros consacrés par le Luxembourg à l'aide climatique entre 2014 et 2020, 11 millions sont disponibles pour des projets d'ONG à partir de 2017. La ministre insiste sur le fait qu'il ne s'agira pas de projets « one shot », mais que l'objectif est de réussir un transfert de compétences et d'agir dans la durée. Le discours a tout pour plaire aux représentants des ONG, participant à la présentation, surtout que Dieschbourg assure que ces fonds seront en plus de l'aide au développement. Ceci alors que de nombreux pays tentent de faire comptabiliser leur aide climatique comme aide au développement,

SHORT NEWS

Uni.lu entmachtet Alfred Funk

(rg) - Erica Monfardi, Doktorin in Veterinärmedizin, wird den Posten des administrativen Direktors der Universität Luxemburg übernehmen. Zunächst nur geschäftsführend, da die endgültige Vergabe der verschiedenen Leitungsposten an der Universität wohl erst nach der Ernennung des Nachfolgers des kürzlich zurückgetretenen Rektors Reiner Klump erfolgen wird. Die internationale Ausschreibung der Stelle hat in diesen Tagen begonnen. Bis zum 23. Juni können Interessenten ihre Bewerbung einreichen; Russell Reynolds Associates wird den „comité de recrutement“ bei der Auswahl der passenden KandidatInnen „assistieren“. Diesem Gremium gehören neben Mitgliedern des „conseil de gouvernance“ auch VertreterInnen der Mitarbeiter und der StudentInnen an. Ziel ist es, bis zum Herbst einen Nachfolger präsentieren zu können. Nach den Verfahrensproblemen bei der Budgetaufstellung und den aus ihnen resultierenden Sparmaßnahmen war nicht nur der Rektor in die Kritik geraten, sondern auch der bisherige administrative Direktor Alfred Funk (siehe woxx 1422), dem jetzt andere Funktionen in der Abteilung für juristische Fragen übertragen werden. Damit die neue administrative Chefin ihre Aufgaben ab dem 1. Juni in vollem Umfang übernehmen kann, wird die Amtsübergabe, einschließlich der Übertragung der Zeichnungsrechte in allen Bereichen, noch in diesen Tagen vollzogen. Das geht aus einem internen Schreiben an die Unibelegschaft hervor. Erica Monfardi war bislang Leiterin des Luxemburger Zentrums für Biomedizin, das der Uni Luxemburg angegliedert ist.

Réforme du SIP : adaptation mais pas trop

(lc) - Le 28 avril, le ministre des Médias Xavier Bettel a déposé un projet de loi visant à « adapter les missions et le cadre du personnel du Service information et presse (SIP) afin de tenir compte des changements intervenus au cours des vingt-cinq années révolues » depuis la dernière réforme. Le SIP, qui de facto n'est qu'une plateforme de services pour les communicants ministériels, reçoit donc de nouveaux habits, mais rien de plus. En effet, si l'exposé des motifs évoque encore une adaptation nécessaire aux exigences de l'« open data » et de l'« accès aux informations », on n'en trouve pas grand-chose dans le texte proposé. Pire encore, l'ancienne formulation du point « e » (« faciliter par tous les moyens le travail des organes de presse et des journalistes luxembourgeois ») a été remplacée par « publier et diffuser des documents et informations de toute nature ». Les autres changements se réfèrent plutôt aux nouvelles technologies (la vieille mission prévoyait encore la mise à jour du vidéotexte du gouvernement). Pour un véritable accès à l'information, que le Conseil de presse réclame depuis plus d'une décennie, ce n'est pas encore gagné.

Autotypenzulassung: EU-Kontrolle eingeschränkt

(dw) - Am Montag werden sich die zuständigen EU-Minister mit der geplanten Richtlinie zur Zulassung von neuen Autotypen befassen. Im Vorfeld stritten sich die nationalen Delegationen vor allem um strengere Kontrollen. Der jüngste Entwurf des Gesetzes, welcher der woxx vorliegt, lässt darauf schließen, dass die Mitgliedstaaten die Oberhand behalten werden. Dem Text nach sollen nationale Behörden bei einem von 50.000 der im Vorjahr zugelassenen Fahrzeugen zusätzliche Kontrollen durchführen, um sicherzustellen, dass diese tatsächlich Abgas- und andere Normen einhalten. Einige Mitgliedstaaten, darunter vor allem ost- und südeuropäische Länder, wehrten sich dagegen, der Kommission zu viel Gewicht in dieser Frage zu geben. Artikel 9 der Richtlinie legt jedoch fest, dass auch die EU-Kommission entsprechende Kontrollen machen darf. Diskussionen gibt es noch unter den Mitgliedstaaten, in wie weit Brüssel das Recht auf Sanktionen eingeräumt wird. Der letzten Version nach hätte die Kommission das Recht, im Falle von Verstößen, Strafen von maximal 30.000 Euro pro Auto zu verhängen. Dieses Recht steht ihr jedoch nur zu, wenn nicht schon nationale Behörden eine Strafe verhängt haben. Dies könnte den Aktionsradius der Kommission entscheidend einschränken.

